

Outlook

L'évolution constante de l'assurance crédit et risques politiques au Canada

Le secteur privé de l'assurance crédit au Canada a atteint son plein développement il y a vingt ans. Avant 1990, les trois principaux acteurs sur le marché canadien étaient Exportation et développement Canada (EDC), American Credit Indemnity (ACI) et Continental North America (CNA). EDC se concentrait sur les marchés à l'exportation en offrant une police globale couvrant les risques commerciaux et politiques, alors qu'ACI et CNA se livraient concurrence pour l'assurance sur le marché intérieur, y compris les États-Unis, car elles ne pouvaient couvrir que les risques commerciaux. Les trois sociétés vendaient leurs produits par l'entremise de représentants de vente directs et ne reconnaissaient pas les courtiers. Le marché de l'assurance crédit n'était pas très actif au Canada et les acteurs y jouaient un rôle passif. Ils vendaient essentiellement des « polices standards » et elles étaient « à prendre ou à laisser. »

En 1990, Trade Indemnity plc (TI), un grand assureur crédit spécialisé s'est établi sur le marché canadien pour offrir de l'assurance crédit à l'exportation et sur le marché intérieur. Les exportateurs pouvaient désormais tout assurer à l'aide d'une seule police. TI a secoué le marché en souscrivant d'après les besoins de l'assuré et ne vendait son produit que par le biais de courtiers accrédités. Lorsque TI a su démontrer que le marché de l'assurance crédit prenait de l'essor au Canada, d'autres assureurs crédit internationaux sont arrivés sur le marché et eux aussi ont vendu leurs produits par l'entremise de courtiers.

Aujourd'hui, les entreprises canadiennes peuvent tirer parti d'un marché très concurrentiel et établi qui leur offre la souplesse et la capacité nécessaires pour satisfaire leurs objectifs d'atténuation des risques commerciaux ou politiques, à coûts raisonnables. Tous les assureurs crédit et de risques politiques du Canada vendent leurs polices par l'entremise de courtiers spécialisés, mais ils en reconnaissent tous la valeur pour leurs clients. La prolifération des assureurs crédit et de risques politiques, et la complexité de la couverture, ont fait en sorte qu'une nouvelle catégorie de courtiers d'assurance spécialisés dans ces domaines a vu le jour.

Millennium CreditRisk Management Limited a été le premier courtier spécialisé au Canada à offrir un service complet, comme les modèles européens établis. Son personnel très professionnel possède une expérience totale de plus de 125 ans auprès d'assureurs des secteurs public et privé.

Les agents directs et les courtiers d'assurance généraux vendent toujours de l'assurance crédit, mais il n'existe que quelques courtiers spécialisés qui vendent non seulement de l'assurance mais tiennent aussi lieu d'experts-conseils pour le client durant toute la vie de la police, depuis l'identification des besoins jusqu'au règlement de la dernière réclamation. Lorsque des sommes importantes sont à risque, il est recommandé que les clients s'adressent à des spécialistes du domaine. Le service est gratuit, puisque les souscripteurs versent des commissions aux courtiers, même lorsque le courtier est nommé dans le cadre d'une police existante. Ce qu'il faut retenir, c'est que le courtier spécialisé travaille pour le client et non pour les assureurs. La loi stipule qu'il a une obligation fiduciaire envers le client. C'est comme si on avait donc une expertise interne, mais sans les coûts connexes.

Du nouveau chez Millennium



Mark Attley a récemment pris sa retraite et John Middleton assume maintenant la présidence de Millennium. Nous souhaitons à Mark nos meilleurs vœux de retraite et tenons à le remercier de sa contribution au cours de ses 17 années de service chez Millennium. Mark était un des actionnaires fondateurs!

John Middleton est ravi d'assumer ce nouveau rôle et de relever les défis connexes. L'équipe Millennium, que dirige John, se réjouit à la perspective de continuer de prendre de l'expansion. Nous avons une excellente équipe de

responsables de comptes : Carolyn Sloan est chef de comptes nationaux, Roch Simard gère le Québec et Kevin Sullivan nous représente dans l'Ouest canadien. Eric Pilon assumera le rôle de chef de compte pour les clients de Mark, à Ottawa. Ron Doyle prête ses plus de 40 années d'expérience à l'équipe à titre de mentor and fournit une orientation stratégique clé à nos activités. Ron se concentra aussi sur la croissance du portefeuille d'assurance risques politiques de Millennium. À Ottawa, Eric gère aussi notre équipe de gestion de comptes et il s'affaira à maintenir et à améliorer nos niveaux de service à la clientèle. Trish Ford-Dunbar et Sandy Corrigan comptent toutes les deux plus de 10 années d'expérience chez Millennium et elles continueront d'aider nos clients à gérer leurs polices d'assurance. Nous sommes également heureux d'annoncer qu'Alexandre Blais, qui possède cinq années d'expérience auprès du Service des indemnités d'EDC, s'est joint à l'équipe Millennium, et se joindra à Ron dans notre nouveau centre d'expertise en réclamations. Il travaillera aussi avec nos nombreux clients québécois comme directeur de comptes. Millennium est le plus important courtier en assurance comptes clients au Canada et nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre croissance tout en secondant nos clients dans l'atteinte de leurs objectifs d'atténuation des risques des comptes clients et des risques politiques.

Numéro 11-01

DANS CE
NUMÉRO

1. L'évolution constant de l'assurance crédit et risques politiques au Canada
2. Du nouveau chez Millennium
3. Les risques politiques
4. Le rôle de plus en plus névralgique des courtiers spécialisés

Les risques politiques

La Libye et l'Égypte ont démontré la rapidité avec laquelle des économies antérieurement stables peuvent se détériorer. Un des facteurs types des événements politiques, qui peuvent occasionner des pertes catastrophiques pour les exportateurs et les investisseurs, est que les plus grosses pertes sont aussi le plus souvent imprévues. La situation et l'agitation actuelles, par exemple, comme la révolution iranienne et la guerre du Koweït, n'avaient pas été prévues par les grands services de sécurité des É.-U. et d'Israël.

Les entreprises canadiennes qui font affaires à l'étranger doivent toujours être conscientes que les risques politiques peuvent survenir en tout temps et dans n'importe quel pays. Même les pays de l'OCDE ne sont pas à l'abri des troubles civils et de grèves généralisées. Les problèmes récents du monde arabe découlent d'une hausse du prix des aliments. Comme le coût des aliments devrait continuer d'augmenter en 2011, il pourrait très bien y avoir d'autres problèmes dans le monde. Enfin, les risques liés à la dette souveraine de certains pays de l'UE ont suscité des mesures d'austérité de la part des gouvernements. Ces risques existent toujours aujourd'hui, le monde souhaitant que ces mesures inhabituelles porteront fruit. Dans la négative, quelles seront les conséquences? Il importe qu'une bonne gestion des risques identifie tous les risques d'un point de vue de la probabilité et des conséquences. Une stratégie d'entreprise pour la gestion des risques politiques doit être soutenue et exhaustive. Étant donné la rapidité qui caractérise la survenance d'un changement dans l'environnement politique d'une région ou d'un pays, il est impossible d'y réagir au cas par cas.

Les immobilisations corporelles, les actifs mobiles et les actifs financiers à l'étranger sont tous assujettis à des risques politiques. Les flux de trésorerie issus des actifs sont aussi importants. Les nouvelles normes de rapports financiers mettent davantage d'accent sur la juste valeur des actifs et des flux de trésorerie qui peuvent être mis en péril par des événements politiques indépendants de la volonté de l'entreprise.

La couverture d'assurance risques politiques des secteurs public et privé peut couvrir presque tous les risques que doivent affronter les compagnies et les institutions financières qui ont des activités à l'étranger. Voici certains des actifs qui peuvent être couverts :

- dépenses en immobilisation
- matériel mobile
- dépôts bancaires
- comptes clients
- contrats avec des entités souveraines
- frustration de contrats en cours

Pour un complément d'information, veuillez contacter Millennium.

Le rôle de plus en plus névralgique des courtiers spécialisés

Le bilan de toutes les compagnies contient des actifs financiers, des actifs mobiles et des immobilisations qui sont tous exposés à divers degrés de risques. Il appartient au conseil d'administration et aux dirigeants de protéger ces actifs contre les risques susceptibles d'en réduire la valeur et de rendre compte de leur juste valeur, et d'une baisse de valeur potentielle.

Le courtier spécialisé en risques de crédit et risques politiques travaille avec les dirigeants de l'entreprise pour repérer les risques de crédit et politiques liés aux actifs, déterminer des moyens pratiques d'atténuer les risques, de trouver, tarifier et recommander la couverture appropriée pour transférer la totalité ou une partie des risques, et enfin de travailler continuellement avec le client pour maximiser la couverture existante.

Le rôle du courtier spécialisé en risques de crédit et risques politiques est aujourd'hui plus important pour les entreprises en raison du caractère concurrentiel du marché de l'assurance, de la différence d'appétence pour le risque des souscripteurs et de la souplesse des structures de polices. L'assurance crédit est plus complexe que d'autres types courants de produits d'assurance générale, parce qu'elle représente un « document vivant » exigeant une administration régulière pour assurer une couverture maximale, et du fait que l'assuré doit respecter certaines obligations dans le cadre de la police. Comme c'est le cas dans de nombreux contrats juridiques, on présume que l'assuré comprend les conditions de la police et qu'il a obtenu des conseils de spécialistes ou qu'il comprend les risques de ne pas le faire.

Voici des cas qui illustrent bien des situations où des conseils spécialisés se sont révélés très importants.

- Une compagnie qui fournit des services de pipeline a obtenu une assurance crédit par l'entremise de son courtier général. La police devait remplacer une police existante venant à échéance. La société a rempli une proposition standard et obtenu une police standard qui ne répondait pas à ses besoins car elle était structurée pour couvrir la vente de marchandises à partir de leur expédition. Ni le courtier général ni l'assuré n'ont comparé la nouvelle police à la police antérieure. Heureusement que la banque, avant d'accepter la police pour bonifier les comptes clients qu'elle prenait en garantie, a demandé à Millennium d'examiner la police. Les omissions et écarts ont été identifiés avant qu'un sinistre ne se produise, et l'assuré a découvert qu'il n'avait aucune couverture aux termes de la nouvelle police. Millennium a signalé à la banque les avenants qu'il fallait ajouter à la police pour la rendre comparable à l'ancienne police.
- La même situation s'est produite en mars, lorsqu'un assuré a demandé à Millennium d'examiner sa couverture dans le cadre de ses deux polices d'assurance crédit, une avec Euler et l'autre avec EDC. Ni l'une ni l'autre ne répondait aux besoins du client. Les deux polices ont été révisées pour couvrir la couverture nécessaire, mais si une perte était survenue le client n'aurait pas été couvert.

Nouvelles de l'ICBA

L'International Credit Brokers Alliance (ICBA) a tenu sa conférence annuelle à Johannesburg, Afrique du Sud du 2 au 4 février 2011. Dix-sept compagnies membres se sont rencontrées pendant trois jours pour discuter de l'organisation des activités, participer à des séances de stratégie et à une formation de systèmes et de produits, et réseauter avec des collègues, chacun d'eux étant des chefs de file dans leurs marchés respectifs. Cette année, la représentation géographique est passée de 25 à 27 pays, de nouveaux courtiers de la Russie et du Japon s'étant joints à l'organisation multinationale. Malakut Insurance Brokers, dont le siège social est à Moscou, et World Insurance Brokers Corporation, qui est établie à Tokyo, se sont joints à l'Alliance, si bien que l'ICBA peut maintenant servir une plus grande partie de son auditoire mondial.

L'expansion de l'ICBA en Russie et au Japon permet à Millennium et aux autres membres de l'ICBA de mieux répondre aux besoins des multinationales. Les clients de l'Alliance continueront de bénéficier de l'acuité culturelle, du focus de l'industrie, de l'expertise en assurance crédit et de la proximité de nos partenaires spécialisés accrédités lorsqu'ils chercheront à résoudre des problèmes dans leurs marchés locaux du monde.

Millennium est le membre canadien de l'International Credit Brokers Alliance (ICBA).

Téléchargez et lisez le dernier numéro **ICBA Advantage** ici.

Visitez notre site Web au www.mcm.ca pour obtenir de l'information sur les rapports de classification des risques pays fournis par nos assureurs. Vous y trouverez également nos bulletins antérieurs, des liens vers les blogs de Ron Doyle et des renseignements détaillés sur Millennium et nos services.